

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

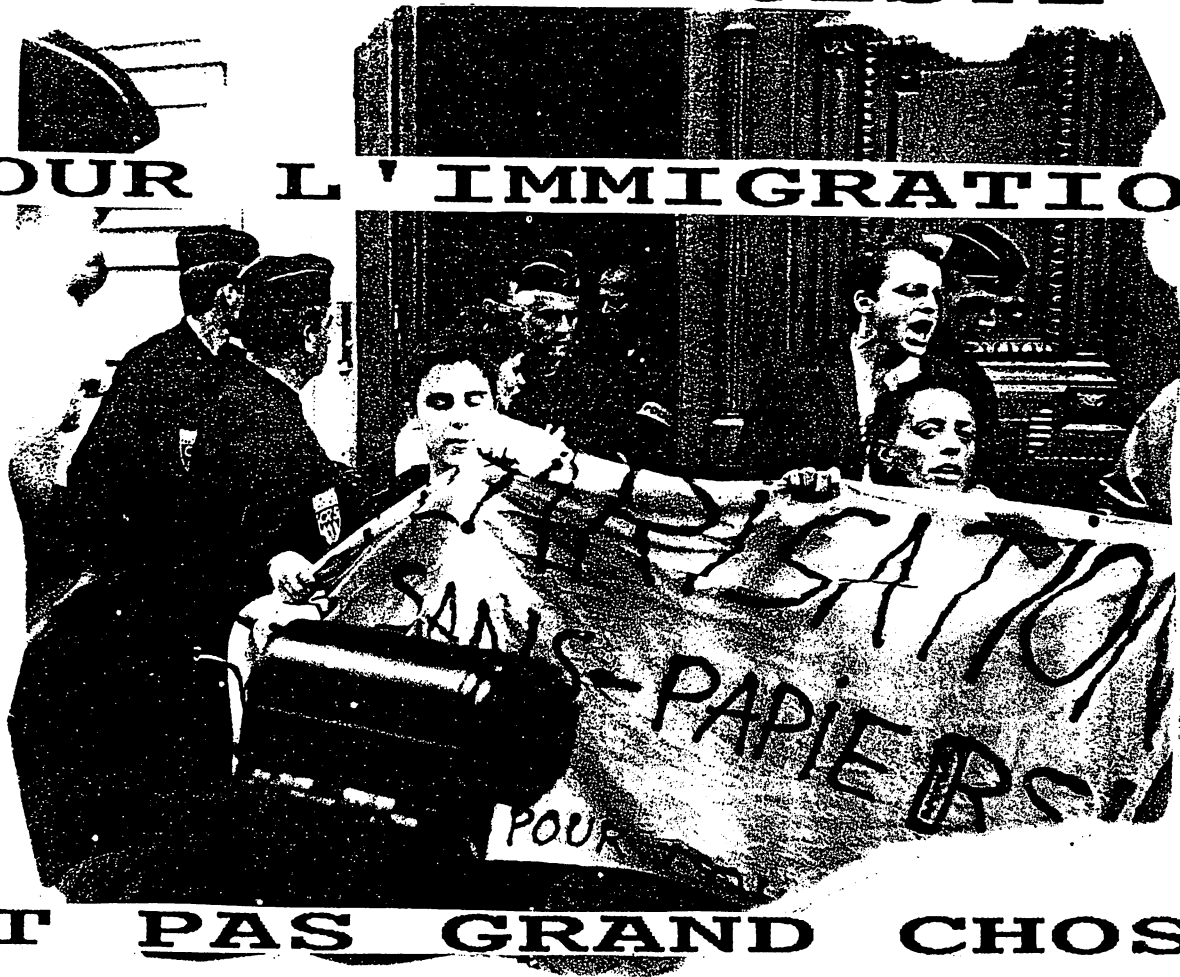
LE 21 JUIN 1997

N° 250

PRIX 4 FF

UN PETIT GESTE

POUR L'IMMIGRATION



ET PAS GRAND CHOSE

POUR L'ENSEMBLE

DES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Congo: Il ne peut y
avoir deux caïmans
dans un même marigot

Page 5
Ex-Zaïre: Un dicta-
teur remplace un
autre

Page 6
Sénégal: Grève des
enseignants et des
élèves.

Page 7
Mali: - Non à la
répression contre les
partis politiques.
- De l'or pour les
trusts et quelques
pépites pour les ...

Page 9
Côte d'Ivoire: A pro-
pos de la grève des
étudiants.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

2

é d i t o r i a l

**UN PETIT GESTE POUR
L'IMMIGRATION ET PAS
GRAND CHOSE POUR
L'ENSEMBLE DES
TRAVAILLEURS**

Le 19 juin Lionel Jospin a prononcé son discours programme pour la période à venir.

Evidemment s'il y a des choses que tous les travailleurs attendent de ce nouveau gouvernement, ce sont les mesures qui vont être prises sur les questions de l'emploi et des salaires d'une manière générale. Mais là-dessus il n'y a aucune illusion à se faire.

Le gouvernement a décidé 4% d'augmentation du SMIC à partir du 1er juillet. Cela représente, brut, environ 250 Francs. Cette augmentation dérisoire touche plus de 2 millions de travailleurs. Jospin n'a même pas fait mieux en matière d'augmentation du SMIC que Chirac qui, après sa victoire à l'élection présidentielle en 1995 avait augmenté le Smic de 4% aussi.

Ainsi les mesures salariales de Jospin ne se distinguent en rien de celles de la droite. Quant à la réduction des heures de travail à 35 heures sans diminution de salaire, Jospin a dit que ce serait pour d'ici cinq ans. Bien sûr il a aussi promis 700.000 emplois pour les jeunes. On ne sait pour l'instant dans quelles conditions et à quels salaires. De plus il y a d'autres mesures comme l'interdiction de licenciement dans la fonction publique, le réexamen des lois sur les licenciements économiques, etc...

Globalement on peut dire qu'il n'y a rien de tangible qui puisse satisfaire les besoins immédiats des chômeurs et des travailleurs qui vivent du SMIC. C'est sûr que les patrons n'auront pas trop à s'inquiéter pour la période à venir. On n'a pas touché à leur profits, ils ne souffriront pas du tout de l'augmentation du SMIC.

Et pour ce qui concerne les travailleurs immigrés, quelles vont être les mesures sur l'immigration? Sur la situation administrative des immigrés, Jospin a tenu compte des mouvements de protestation organisés par les sans-papiers de Saint Bernard. Il a annoncé que dans l'immédiat,

les papiers d'un certain nombre de travailleurs et d'étudiants seront régularisés. Ces régularisations seront examinées au cas par cas et sous certaines conditions, en particulier celles citées par la commission consultative des Droits de l'Homme. Entre autres, il y a le cas de ceux dont les enfants sont nés en France, de ceux ayant un conjoint de nationalité française ou ayant des proches parents en situation régulière en France. Et toutes ces conditions de régularisation seront adressées à chaque préfecture par un circulaire qui devrait paraître ces prochains jours.

Déjà la semaine dernière, par l'intermédiaire du nouveau ministre de l'intérieur, Jean Pierre Chevènement, on avait annoncé que cette fois-ci: "il ne s'agit pas d'une régularisation massive comme en 1982" à la suite de la première victoire électorale de Mitterrand. Il paraît que beaucoup de demandes seront rejetées, environ une sur deux. De plus, Jospin a déclaré que l'immigration clandestine sera combattue "sans défaillance" et que les reconduites à la frontière et

les expulsions continueront comme auparavant.

En revanche, il a promis de réexaminer la loi sur la naturalisation et que le droit du sol sera rétabli. Quant à l'abolition des lois Pasqua-Debré, le nouveau gouvernement a décidé d'en discuter à l'automne prochain. On ne sait pas encore par quoi ces lois seront remplacées dans trois ou quatre mois.

Ce petit geste en faveur de la régularisation d'un certain nombre de cas des sans-papiers, est à mettre avant tout à l'actif du mouvement déclenché par les sans-papiers de Saint Bernard qui a su, dans une certaine mesure toucher un public favorable aux revendications de ces derniers.

En tout cas, dans l'ensemble, on ne peut pas dire que le nouveau gouvernement de gauche va changer le sort des travailleurs. Le problème des travailleurs immigrés est lié à celui de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Et les travailleurs n'auront que ce qu'ils obtiendront par la lutte.

CONGO

IL NE PEUT Y AVOIR DEUX CAIMANS DANS UN MEME MARIGOT

Un cessez-le-feu d'une semaine a mis provisoirement fin aux combats entre l'armée nationale congolaise aux ordres de Pascal Lissouba, l'actuel président, et les partisans de l'ancien président Sassou Nguesso. Depuis plusieurs semaines, les deux camps s'affrontaient à coups de canons et de mortiers à Brazzaville, faisant des centaines de morts parmi la population.

A l'origine du conflit, la tentative avortée, semble-t-il, des partisans de Lissouba de désarmer les milices de son rival Sassou Nguesso. Mais au fond, les élections présidentielles prévues pour le 27

juillet sont proches. Aussi, Sassou Nguesso aurait tenté de prendre le pouvoir par un coup de force, sachant que les dictateurs perdent rarement les élections qu'ils organisent eux-mêmes, à force de magouiller.

Ces deux dictateurs, l'ancien et le nouveau, ont semé la mort dans la capitale (et malheureusement les hostilités peuvent reprendre) pour leurs intérêts personnels égoïstes. Sassou Nguesso, battu aux élections en 1992 continue d'entretenir une milice privée grâce à l'argent de l'Etat volé pendant son règne. (Par exemple il avait détourné une partie

de l'argent provenant des avances de trésorerie versées par Elf sur les recettes pétrolières à venir, jusqu'à l'an 2 000). Et il cherche à reprendre le pouvoir.



Fuyards à bord des pirogues.

On parle également d'un troisième larron, Bernard Kolélas, maire de Brazzaville, qui disposerait aussi d'une milice privée. Attend-t-il son heure pour intervenir? C'est-à-dire quand les deux antagonistes auraient épuisé leurs cartouches?

Pour le moment, seuls deux acteurs s'affrontent. Et le gouvernement français semble préférer Sassou Nguesso à son adversaire Pascal Lissouba. Dans le combat qui oppose les deux factions rivales, l'armée française présente à Brazzaville n'est pas intervenue en faveur de Lissouba, président en exercice, comme elle l'a fait à Bangui, en soutenant Félix Patassé contre les mutins d'une partie de l'armée centrafricaine. A Brazzaville, l'armée française a observé une certaine neutralité puis elle a plié bagages, laissant face à face les deux parties.

De son côté, Elf, compagnie pétrolière française, premier investisseur au Congo-Brazzaville, semble jouer aussi la carte Sassou

Nguesso. Car c'est bien Lissouba qui a accordé aux compagnies pétrolières américaines (Oxy, Exxon et Chevron) et anglaise (Shell) un permis d'exploration. A contre coeur, Elf a été obligé d'accepter cette concurrence d'autres trusts pétroliers. Même si depuis le début des affrontements entre les deux camps, les dirigeants d'Elf se taisent et se refusent à tout commentaire, ils semblent plutôt se pencher en faveur de Sassou.

Les autorités françaises demeurent donc prudentes. Elles attendent l'issue des combats, et sont prêtes à s'entendre avec le vainqueur pour sauvegarder leurs intérêts économiques dans cette partie de l'Afrique. Mais elles n'excluent pas une solution politique. Sous leur initiative, des pourparlers ont commencé, à Libreville pour réconcilier Sassou Nguesso et Pascal Lissouba.

Quant à ce dernier qui ne peut bénéficier des avances de trésorerie d'Elf, il s'est tourné vers le gouvernement américain. La firme pétrolière OXY, par exemple, lui avait prêté 150 millions de dollars pour payer des arriérés de salaires. Lissouba s'accroche au pouvoir et n'hésite pas à faire la guerre à son rival en puisant, lui aussi, dans les caisses de l'Etat.

Résultat: Ces caisses sont vides; les fonctionnaires, les employés et tous ceux qui travaillent pour l'Etat restent des mois sans percevoir leurs salaires. Sous la pression du FMI et de la banque mondiale, un licenciement sec à été opéré dans la fonction publique. Le ministre de l'économie et des finances s'est même cyniquement vanté de son coup de hache dans l'administration. Le nombre de fonctionnaires a brutalement chuté de 90 000 à 70 000. Et ce n'est pas fini: le gouvernement congolais compte, grâce à des départs en pré-retraite forcée, ramener ce chiffre à 62 000 d'ici à la fin de l'année. Ces

mesures ont provoqué des mécontentements. Des manifestations éclatent périodiquement dans le pays. Et la guerre entre l'ancien et le nouveau dictateurs se déroule sur un fond de misère généralisée de la population laborieuse.

Les grosses sommes d'argent versées à l'Etat par les sociétés

pétrolières permettraient, même si elle ne constituent que des miettes par rapport aux gros bénéficiaires des trusts du pétrole, de payer au moins régulièrement les salaires des fonctionnaires et de réaliser un minimum d'infrastructures utiles à la population. Mais là n'est pas la préoccupation de tous les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir.

EX-ZAIRE

UN DICTATEUR REMPLACE UN AUTRE

Mobutu, l'ancien dictateur de l'ex-Zaïre a fui le pays devant l'avancée des troupes de Kabila pour se réfugier au Maroc avec sa suite de 40 personnes.

Evidemment personne ne peut regretter la chute de ce sanguinaire, et moins encore le plaindre, lui qui, pendant plus de trente ans, a régné en maître absolu sur le pays. Il a emprisonné ou tué tous ceux qui contestaient son régime. Des milliers de Zaïrois ont fui leur pays pour se réfugier à l'étranger. Mobutu a pillé le pays. Sa fortune personnelle accumulée d'année en année, se compte en milliards de dollars alors qu'il a réduit les petites gens et les pauvres à la misère extrême, indigne d'un pays dont les richesses minières sont énormes.

Alors oui, les populations zaïroises victimes n'ont pas à s'apitoyer sur le sort de cette ordure qu'est Mobutu. Mais Kabila, ce maquisard et homme d'affaires n'est pas mieux. Il ne faut surtout pas dire: "laissons lui le temps, il vient de prendre le pouvoir". C'est une crapule, une ordure comme celui qu'il a remplacé.

A peine arrivé à Kinshasa qu'il s'est auto-proclamé président de la "République démocratique du Congo" (un nom ronflant pour tromper l'opinion). A peine arrivé au pouvoir qu'il a interdit tous les

partis et organisations politiques. Les élections présidentielles? C'est dans trois ans.

Voilà les premières mesures prises par le nouveau maître du pays. Comme quoi elles n'annoncent rien de bon pour les petites gens et les travailleurs.



Prestation de serment de Kabila

Les préoccupations de Kabila, de même de celles de son prédécesseur Mobutu sont ailleurs. Le nouveau dictateur ne cherche pas à s'en prendre aux trusts miniers qui pillent et appauvrissent le pays. Au contraire, avant même la tombée de Kinshasa, il a déjà signé un contrat avec un trust américain pour l'exploitation d'une partie du Zaïre. Il va continuer la même politique que Mobutu, c'est-à-dire une politique au service des bourgeoisies américaine, belge,

française notamment.

Par conséquent l'arrivée au

pouvoir de Kabila ne changera rien au sort des masses pauvres zaïroises.

SENEGAL

GREVE DES ENSEIGNANTS ET DES ELEVES

Cette année scolaire risque de devenir la troisième année blanche au Sénégal en moins de dix ans. Les enseignants sont en grève depuis plusieurs mois. Ils revendiquent l'arrêt de la ponction de 3% sur leurs salaires, le report de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans, la cessation du recrutement de vacataires et de "volontaires" quasi bénévoles ainsi que l'augmentation de leurs indemnités de logement.

Lassés par cette situation qui tend à s'éterniser et qui perturbe gravement leur scolarité, les élèves et les étudiants se sont eux-aussi mis en grève. Ils ont bloqué les écoles, y compris les écoles privées qui fonctionnaient jusqu'à présent tant bien que mal. Il s'en est suivi des affrontements avec les forces de l'ordre. Des établissements scolaires ont été saccagés, des véhicules brûlés. Il y a eu une vingtaine de blessés et un mort à Dakar. Des élèves ont été arrêtés.

Il semblerait que ces derniers jours la négociation entamée entre le gouvernement et un des syndicats de l'enseignement supérieur ait abouti à la cessation de la grève dans les universités. Mais pour les écoles secondaires, c'est toujours l'impasse.

Malheureusement il n'y a pas que l'école qui est en crise au Sénégal. Cette crise touche l'ensemble de la population. C'est la même chose dans les hôpitaux publics et dans tous les autres

secteurs des services publics utiles à la population.

Pour satisfaire les ordres du FMI qui conditionne l'octroi de prêts à l'Etat sénégalais, Abdou Diouf pratique depuis plusieurs années des coupes sombres dans les budgets sociaux. Cette politique s'est traduite également par la diminution du nombre de fonctionnaires, c'est-à-dire par une aggravation des conditions d'existence des milliers de familles qui vivaient grâce au salaire d'un des leurs dans la fonction publique.

Ce sont les familles les plus pauvres qui en sont les victimes. Les riches, eux, ils ont les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles des pays occidentaux, de se soigner là où ils veulent. Ils n'ont pas de problèmes pour se nourrir, se vêtir et se loger. Dans ce monde dominé par la loi de l'argent, tout est organisé en fonction des seuls intérêts des possédants. Ceux qui n'ont pas les moyens n'ont qu'à crever. C'est cela la loi du capitalisme. Et dans un pays pauvre comme le Sénégal, cela se traduit par des conséquences désastreuses pour les couches les plus pauvres.

C'est contre toutes ces injustices que les travailleurs auront à lutter collectivement pour offrir un meilleur avenir à eux-mêmes comme à leurs enfants et à l'ensemble des exclus de cette société.

MALI**NON A LA REPRESSION
CONTRE LES PARTIS D'OPPOSITION!**

Alpha Konaré, à peine élu président pour son deuxième mandat, a fait arrêter pendant quelques jours les principaux chefs de file des partis d'opposition pour "trouble à l'ordre public, opposition à autorité légitime, participation à des manifestations interdites, destruction d'édifices publics...". En effet, le 8 juin dernier, alors qu'Alpha Konaré était en train de faire son discours d'investiture au palais du congrès en la présence d'un certain nombre de chefs d'Etat africains venus le féliciter, le collectif des partis de l'opposition avait appelé à une manifestation dans les rues de Bamako. Des vitres d'édifices publics ont été cassées, des domiciles d'un certain nombre de personnalités du régime saccagés, des pneus brûlés sur la chaussée...

Les partis d'opposition ont ainsi protesté contre les magouilles électorales lors des élections présidentielles du 10 mai que 8 des neuf candidats des partis d'opposition avaient boycottés. Rappelons que les élections législatives du 13 avril dernier ont été annulées. Konaré, lui-même avait été contraint de reconnaître qu'elles avaient été truffées d'"anomalies". Elles ont été reportées pour les 6 et 20 juillet prochain.

Konaré parle volontiers de "démocratie" mais il n'hésite pas à utiliser la force et la répression lorsque son régime est mis en cause. Certes, les dirigeants de l'opposition qui lui reprochent de ne pas être "démocrate" ne le sont pas plus que lui. Un certain nombre d'entre eux sont des partisans déclarés de Moussa Traoré dont on

connait les penchants pour la démocratie. D'autres se réclament de Modibo Keita qui avait lui aussi imposé le parti unique au Mali. Tous ces gens-là font parti du même "Collectif de l'opposition" qui regroupe une vingtaine de formations.

Un certain nombre de travailleurs maliens soutiennent plutôt Alpha Konaré. Ils pensent que celui-ci est meilleur que le dictateur Moussa Traoré, qu'il serait plus "honnête", plus "démocrate" puisqu'il est venu au pouvoir par les élections. Mais n'oublions pas que ce fameux "démocrate" a mangé dans la main de Moussa Traoré puisqu'il a été un de ses ministres. N'oublions pas non plus que, pas plus sous le régime de Moussa que sous celui de Konaré, l'Etat malien ne s'intéresse à la vie de la population pauvre. Quand il s'agit de s'occuper de la construction des routes, des dispensaires ou des écoles, tous disent que l'Etat n'a pas d'argent. Les caisses de l'Etat continuent d'être dilapidées, détournées au profit de ceux qui dirigent. Et cela continuera ainsi y compris lorsque d'autres dirigeants de l'opposition actuelle prétendument "plus démocrates" que Konaré arriveront au pouvoir.

Tant que les travailleurs et les exploités n'auront pas pris eux-mêmes leur sort en main, ils continueront à être les laissés-pour-compte. Ils ne peuvent compter sur personne d'autre pour améliorer leur sort, et certainement pas sur la clique d'"opposants" qui veulent tous arriver au pouvoir mais pour leurs intérêts personnels.

MALI

**DE L'OR POUR LES TRUSTS
ET QUELQUES PÉPITES POUR
LES DIGNITAIRES DU RÉGIME**

La découverte d'un gisement d'or à Sadiola, dans la Région de Kayes, a provoqué une véritable frénésie puisqu'aujourd'hui il y a déjà plus d'une vingtaine de sociétés étrangères qui se sont lancées dans la prospection du métal jaune dans cette même région du Mali. Et il est probable qu'on en découvre d'autres comme celle de Sadiola. Celle-ci appartient à un groupe sud-africain (Anglo American Company) et à un autre canadien (Agem-GMBH) qui en détiennent chacun 38% des actions. L'Etat malien n'en détient que 18%.

La perspective de ces découvertes constitue aussi une manne pour les autorités maliennes qui s'en frottent déjà les mains. Car même si la plus grande partie de cet or ira directement dans les caisses des sociétés multinationales, quelques pépites tomberont tout de même dans les poches d'un certain nombre de dignitaires du régime.

Les chiffres officiels, qui valent ce qu'ils valent, montrent un bond spectaculaire de la quantité d'or produite au Mali. De trois tonnes par an, la production de ce métal est passée à 12 tonnes et on prévoit son doublement pour très bientôt. Les autorités annoncent une progression de 326% de la quantité d'or produite entre 1996 et 1997. Toujours selon les chiffres officiels, en 1996 l'exportation de l'or a rapporté 10 milliards de F CFA. Et rien que pour le premier trimestre de 1997 elle aurait déjà rapporté 44 milliards. Pour l'année 1997 les recettes de l'or vont égaler celles du coton qui constituait jusqu'à présent la plus importante exportation du Mali.

On comprend alors l'"euphorie" qui doit régner dans le milieu des

dirigeants maliens. Il y a là une belle perspective de plus de s'enrichir par les détournements, la corruption et divers trafics auxquels ils sont habitués.

Des tonnes d'or vont sortir de cette région pauvre d'où sont originaires une grande partie des travailleurs maliens en France. Mais à quelques kilomètres de ces mines, les villages ne possèdent ni eau courante, ni électricité, ni dispensaire, ni maternité, ni école. Ce sont les travailleurs immigrés qui sont obligés de cotiser pour réaliser par leurs propres moyens ces infrastructures qui devraient être faites par l'Etat. Mais celui-ci se moque de ce qui est dans l'intérêt des villageois. Et pourtant lorsqu'il s'agit de collecter les impôts, le gouvernement n'hésite pas à utiliser la violence.



Orpailleurs au bord du Niger

Ce qui est sûr, c'est que la population pauvre ne profitera pas

de l'exploitation de ces mines d'or, pas plus qu'elle n'a profité de l'"or blanc" que serait le coton. Les mineurs qui sont exploités dans ces mines, qui risquent parfois leur vie, touchent un salaire de misère, n'ont aucun droit et subissent le mépris de ceux qui les exploitent, avec la complicité des autorités. C'est ainsi que, il y a quelques mois, la police est intervenue

contre les mineurs de Sadiola qui, ne supportant pas les propos racistes et méprisants du directeur sud-africain de la mine, l'auraient frappé. Le pouvoir a fait arrêter les meneurs et demandé leur licenciement. Pour rendre ce genre de service au trusts de l'or, les dirigeants maliens ne traînent pas les pieds. Ils vont peut-être empocher quelques pépites de plus.

COTE D'IVOIRE

A PROPOS DE LA GREVE DES ETUDIANTS

Nous publions ci-dessous un article paru dans le "Pouvoir Aux Travailleurs" en Côte d'Ivoire.

" (...) A l'approche de la fin de l'année scolaire, le duel entre les étudiants grévistes, conduits par la FESCI, et le gouvernement tire, lui aussi, sur la fin. Les étudiants grévistes tentent d'empêcher jusqu'au bout la tenue des cours. Le gouvernement essaie de les faire reprendre, ne fût-ce que de manière symbolique, histoire de montrer que le dernier mot lui appartient.

Sous cet angle-là, sous celui de la petite guerre politique, les jeux ne sont peut-être pas encore faits. Mais en ce qui concerne la satisfaction des revendications avancées, de toute évidence les étudiants sont dans une impasse. Depuis le début de la lutte estudiantine, c'est-à-dire pratiquement depuis le début de l'année, le gouvernement n'a cédé sur rien. Au contraire, pourrait-on dire. En imposant un examen unique en cette fin de l'année, il s'est livré à ce que les étudiants ont de bonnes raisons de considérer comme une nouvelle provocation.

Les dirigeants de la FESCI ont répété bien des fois que les étudiants ne réclamaient pas grand-chose. Le paiement des arriérés de bourses. Quelques

changements dans la réforme des universités. Le tout ne représente, financièrement parlant, qu'un montant insignifiant à côté de ce que les notables du régime détournent, empochent, gaspillent. Et l'argent aurait tout de même été mieux utilisé à assurer une éducation un peu plus correcte à un nombre un peu plus grand de jeunes qu'à être gaspillé dans des réalisations de prestige et à plus forte raison, qu'à être déposé sur des comptes personnels en Suisse ou ailleurs.

Mais le fait est là : le gouvernement a choisi de faire des économies sur le dos des étudiants. Ces derniers ne constituent pas la seule catégorie sociale qui est dans ce cas, ni même la principale. Ils ont cependant raison, bien entendu, de se défendre et se battre pour le faire.

Ils devraient cependant méditer les leçons de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Leur insuccès n'est pas seulement dû à la fermeté du gouvernement, mais bien plus encore, à leurs propres choix quant aux méthodes de lutte et surtout, quant aux perspectives dans lesquelles les étudiants ont voulu se situer.

Les étudiants - ou en tous les cas les dirigeants qu'ils se sont donné - ont choisi de se battre sur le terrain du corporatisme le plus étroit. Ils n'ont même pas cherché par exemple à s'adresser aux futurs étudiants que sont les élèves des collèges et des lycées, contrairement même à ce qu'ils ont tenté en 1990. Consciemment ou non, ils espéraient que leur modération même sera un argument susceptible de faire fléchir le gouvernement. Mais plus ils étaient modérés, moins le gouvernement avait des raisons de céder.

Les étudiants auraient pu tenter de provoquer une crise politique majeure, en cherchant à entraîner ne serait-ce que l'ensemble de la jeunesse scolaire. Y seraient-ils arrivés ou pas, personne ne peut le dire rétroactivement. Mais le fait est que si à certaines étapes de leur lutte, ils en ont brandi la menace, ils n'ont fait que menacer. Ils n'ont pas compris que pour faire reculer le gouvernement, il ne suffisait pas de menacer de lui faire du mal - il fallait lui faire du mal.

Tout au long de l'année, les étudiants ont fait preuve d'une combativité certaine. Suffisante pour pousser en avant la FESCI chaque fois qu'elle se montrait timorée. Mais pousser la FESCI à agir ne lui donnait pas pour autant une politique juste.

La FESCI ne voulait qu'un duel avec le gouvernement, laissant les non-étudiants en dehors de tout cela. Et encore, un duel où les étudiants se battaient à fleuret moucheté. Mais le gouvernement, lui, n'a pas de ces délicatesses-là.

Le gouvernement est d'autant plus à l'aise avec la lutte des étudiants qu'il sait que cette lutte n'est pas vraiment populaire. Elle trouve des sympathies dans une fraction de la petite-bourgeoisie intellectuelle, peut-être. Mais pas

au-delà. Pas du côté des classes populaires. Et pas seulement parce que, en raison du caractère corporatiste des revendications, les classes populaires n'ont pas de raisons de se considérer concernées. Mais parce que les dirigeants de la lutte estudiantine ont, volontairement, refusé même seulement de faire les gestes en direction des classes populaires. Pire, les seuls actes de violences auxquels ils ont procédé à l'extérieur des murs des campus, eux qui faisaient si grand cas de leur modération, étaient de brûler des Woro-Woro, ce qui gênait surtout ceux qui se rendaient à leur travail ou qui en revenaient ou encore, casser les étalages des petites vendeuses, reproduisant en plus petit et en plus sporadique les manières abjectes des autorités dans leurs opérations de déguerpissement.

Il est bien difficile de savoir quel était, dans ce comportement et dans ces actes, la part du mépris inconscient, d'un mépris de classe, de la part de la petite bourgeoisie estudiantine à l'égard des classes populaires et quelle était la part d'une politique, au contraire, très consciente d'éviter que les classes populaires trouvent, dans une éventuelle radicalisation estudiantine, un exemple et un encouragement.

N'en déplaise aux dirigeants estudiantins, tout se tient dans la société. La classe privilégiée dont le gouvernement est l'émanation est trop rapace, le pays est trop pauvre pour qu'il soit possible d'assurer une éducation convenable et des bourses permettant de vivre à ce nombre croissant de jeunes qui espèrent échapper à une vie difficile voire, à la pauvreté en faisant des études. Et à infiniment plus forte raison pour leur garantir une carrière assurée.

Les enfants de riches s'en sortiront toujours. Ils n'ont pas besoin de bourse - la fortune familiale pourvoira aux besoins. Et

si la situation dans les universités est trop agitée, il y a toujours la ressource pour ceux qui ont de l'argent d'aller faire leurs études à Paris, à Londres, à New York ou ailleurs.

Mais pour les autres ? Pour les enfants de petits bourgeois sans



Des étudiants en discussion

fortune et à plus forte raison, pour les enfants de pauvres dont les parents se sont saignés aux quatre veines pour que l'enfant fasse ses études et pour que, lui au moins, s'en sorte?

C'est évidemment cette catégorie-là qui est à la pointe de la lutte - la composante la plus pauvre de la jeunesse scolaire, celle qui, de par ses conditions d'existence, ne s'élève guère au-dessus de la condition des prolétaires. C'est cette catégorie que la FESCI entend représenter.

Mais la politique corporatiste qu'elle leur propose conduit dans une impasse.

La classe dirigeante ne voit certes pas d'inconvénient à ce que la jeunesse populaire se berce de l'illusion qu'il y a un échappatoire par les études ; de l'illusion que chaque fils de pauvre tient entre ses mains sa réussite future à condition qu'il fasse des études et qu'il se hisse parmi les meilleurs. Mais ce n'est pas pour autant

qu'elle multipliera les bourses, en fonction de la multiplication du nombre des étudiants.

Et surtout, le gonflement du nombre des étudiants est basé sur des illusions. Il est plus facile de pousser vers les études les enfants des classes moyennes voire des classes populaires, que de leur assurer les emplois qu'on leur fait miroiter. Plus il y aura d'étudiants diplômés, moins il y aura de places où ce diplôme pourra être monnayé. Avec le nombre de ses jeunes- proportionnellement à la population- la Côte d'Ivoire finira inévitablement par détenir simplement le record du nombre de chômeurs, très diplômés peut-être, mais vivant dans la misère.

Il n'y a pas d'échappatoire dans cette société. La "réussite", c'est-à-dire la possibilité de trouver une place dans la couche dirigeante, est réservée à quelques crapules prêtes à tuer père et mère pour s'enrichir et surtout, prêtes à voler, à exploiter sans pitié leurs semblables et qui auront eu la chance de ne pas avoir été dévorés par plus fauves qu'eux. Quelques autres trouveront une place comme larbin des riches (on en trouve beaucoup de cette espèce dans la caste politique ou dans les médias). Pour les autres, pour la majorité même de ceux qui auront réussi leurs études, la société n'a rien d'autre à offrir qu'au mieux, une vie médiocre, et plus souvent encore, la misère qui est celle des classes exploitées.

Alors, c'est aux étudiants de réfléchir. Ils peuvent continuer à tourner en rond dans un duel dérisoire avec le gouvernement. Mais leur lutte actuelle, de par l'impasse même dans laquelle elle se trouve, peut amener certains d'entre eux à la conscience qu'ils peuvent peser sur l'avenir de ce pays d'un poids autrement considérable.

Mais à condition de cesser seulement de courir derrière des

chimères aussi égoïstes que dérisoires. A condition qu'ils utilisent la cervelle dont ils sont pourvus et les connaissances qu'ils ont eu la chance de pouvoir accumuler - contrairement à tant d'autres qui ne pourront même pas rêver de cette chance-là - pour réfléchir à l'état de la société, pour essayer d'en comprendre les ressorts, et pour engager le seul combat qui vaille : celui qui vise la transformation radicale de la société capitaliste actuelle, inégalitaire, stupide, ignoble.

Cette organisation économique et sociale qui, à l'échelle internationale, fonctionne en accumulant des richesses inouïes à un pôle et qui, à l'autre pôle, pousse vers la misère précisément ceux, travailleurs des villes, des mines et des champs dont le travail fait vivre l'humanité, finira par accumuler tellement de mécontentements, tellement de colère qu'elle finira par exploser.

Cette explosion peut être une catastrophe pour la société, si elle reste sans but, s'enfonçant dans la violence pour la violence, et à plus forte raison, si elle est détournée vers les conflits claniques, ethniques ou nationales. Elle n'amènerait alors que cette régression dont bien des pays d'Afrique donnent une triste illustration.

Mais la force immense que représentent ces millions de travailleurs, au travail ou au chômage, ces millions de paysans pauvres qui ont tous intérêt que leur sort change, peut, aussi, devenir un facteur irremplaçable de transformation sociale.

Mais il faut que cette force vise, consciemment, cet objectif-là. Il faut qu'elle vise à arracher le pouvoir étatique à ceux qui le monopolisent aujourd'hui. Il faut qu'elle substitue la démocratie directe, sous le contrôle de tous, au pouvoir corrompu d'aujourd'hui où

même les institutions électives ne servent qu'à cacher la dictature d'une petite clique au service des riches. Il faut qu'elle remplace l'armée et la police par le peuple en armes.

Et il faut surtout que cette force soit utilisée pour enlever à la classe capitaliste son pouvoir économique afin de réorganiser toute l'économie, de façon à ce que son moteur ne soit plus le profit privé pour une poignée de riches mais la satisfaction des besoins des classes populaires.

La voie de l'avenir, elle est là. Le prolétariat de ce pays a les moyens et la force de s'engager sur cette voie. Il peut trouver tout naturellement l'oreille des prolétaires des pays voisins sur ce terrain. Le prolétariat africain est en situation de renouer avec une riche tradition de luttes politiques pour changer la société, menées naguère par le prolétariat d'Europe, d'Asie et d'Amérique, interrompues pendant longtemps pour toutes sortes de raisons qui méritent d'être étudiées et comprises, mais qui peuvent reprendre demain.

Mais pour cela, le prolétariat de ce pays a besoin d'un parti, ayant pour raison d'être de représenter les intérêts des prolétaires, tous ceux qui n'ont que leur propre force de travail pour vivre et ayant pour objectif ultime de renverser l'ordre capitaliste.

Dans les pays où, dans le passé, de tels partis sont apparus, des étudiants, plus généralement, des intellectuels ont joué un rôle majeur dans leur construction. Des hommes ou des femmes comme Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine ou Trotsky, tous des intellectuels, mais aussi, des centaines et des milliers d'autres, ont laissé un nom inoubliable dans le panthéon de ceux qui ont contribué à l'émancipation des classes exploitées.

Alors, étudiants à vous de choisir!"

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.